
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

LOI DE FINANCES POUR LA GESTION 2015

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET DE
L'ETAT
AU 30 JUIN 2015**

Août 2015

DEVELOPPEMENT DES SIGLES

AFS : Acompte Forfaitaire Spécial

BIC : Bénéfices Industriels Commerciaux.

CGI : Code Général des Impôts

CFPB : Contribution Foncière des Propriétés Bâties

CIME : Centre des Impôts des Moyennes Entreprises.

DGDDI : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects

DGI : Direction Générale des Impôts

DGTCP : Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

SCRP : Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté

FNRB : Fonds National des Retraites du Bénin

IPTS : Impôt Progressifs sur Traitements et Salaires

IBNC : Impôt sur les Bénéfices non Commerciaux

IFU : Identifiant Fiscal Unique

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

OHADA : Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique

PIB : Produit Intérieur Brut

RFU : Régime Foncier Urbain

SICOPE : Système Intégré de Cotisation des Pensions

SIGFiP : Système Intégré de Gestion des Finances Publiques

SIGMAP : Système Informatisé de Gestion des Marchés Publics

SIPIBE : Système Informatique de Préparation Intégrée du Budget de l'Etat

SYDONIA : Système Douanier Automatisé

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

TUCA: Taxe Unique sur les Contrats d'Assurance

TUTR : Taxe Unique sur les Transports Routiers

TAF : Taxe sur les Activités Financières

TDL :Taxe de Développement Local

TPU : Taxe Professionnelle Unique

VPS : Versement Patronal sur Salaires

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des réalisations des recettes du FNRB et des autres budgets au 30 juin 2014 et 2015	10
Tableau 2 : Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin mars 2014 et 2015	11
Tableau 3 : Evolution des engagements des dépenses ordinaires au premier semestre 2014 et 2015	16
Tableau 4 : Evolution des engagements des dépenses en capital au premier semestre 2014 et 2015	18
Tableau 5 : Exécution des dépenses des comptes d'affectations spéciales au premier semestre 2015	20
Tableau 6 : Présentation des soldes budgétaires à fin juin 2015	21

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Evolution des réalisations des recettes des administrations financières au 30 juin 2014 et 2015	8
Figure 2 : Représentation des différents soldes budgétaires à fin juin 2015	22

INTRODUCTION

Le début de la gestion a été marqué par la prise d'un certain nombre de décisions visant à assurer à fin décembre, l'équilibre des comptes de l'Etat. Ces décisions qui portent sur l'annulation des mandats de paiement de 2014 non pris en charge par la DGTCP, leur réimputation sur les crédits de 2015, le règlement sur les ressources 2015 des instances de paiement au Trésor à fin 2014 ne sont pas restées sans conséquences sur l'exécution du budget au premier semestre de l'année.

Le présent rapport fait le point à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat en dépenses et en recettes.

A cet effet, il (i) met en relief la conjoncture économique dans laquelle se sont déroulées les opérations budgétaires en comparaison avec les hypothèses de base de l'élaboration du budget, (ii) fait le point de l'évolution des consommations des crédits par grandes masses de dépenses et de celle du recouvrement des recettes par grandes catégories d'impôts de taxes et (iii) présente le solde budgétaire.

I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN JUIN 2015

A- Environnements économiques international et régional

La croissance mondiale, selon les dernières prévisions du FMI, publiées début juillet, devrait atteindre 3,3% en 2015 après 3,4% en 2014, avec une accélération progressive dans les pays avancés et un ralentissement dans les pays émergents et les pays en développement.

Aux Etats Unis, après une légère contraction temporaire de l'activité économique au premier trimestre 2015 (-0,2% en rythme annualisé), les derniers indicateurs conjoncturels s'avèrent globalement encourageants. L'activité manufacturière s'est renforcée en juin 2015 avec un indice de la production manufacturière (PMI) qui a rebondi à 53,5 après 52,8 en mai. La consommation privée est soutenue par l'amélioration continue du marché de l'emploi. Le taux de chômage a reculé à son plus bas niveau depuis sept ans, soit 5,3% en juin 2015 après 5,5% en mai 2015 et 6,1% un an auparavant.

Dans la zone Euro, le Produit Intérieur Brut devrait augmenter de 0,4% au deuxième trimestre 2015 comme au premier trimestre, avant d'accélérer légèrement (0,5% aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres). Les indicateurs conjoncturels confirment cette perspective de reprise progressive. L'indice PMI composite s'est établi à 54,2 en juin après 53,6 en mai 2015. Toutefois, les perspectives économiques de la région sont menacées par l'incertitude liée à la crise de la dette grecque. Le taux d'inflation de la zone euro reste faible (0,2% en juin 2015 après 0,3% en mai).

Au Japon, la reprise devrait s'amorcer graduellement, soutenue par la baisse des prix du pétrole, le maintien de politique monétaire accommodante et l'affaiblissement du yen qui soutient les

exportations. Cependant, les derniers indicateurs s'avèrent mitigés notamment la production industrielle qui a enregistré un net repli en mai 2015 (-2,1% après +1,2% en avril).

B- Environnement économique national

L'activité économique nationale au mois de juin 2015 connaît un repli, en comparaison à la même période de l'année 2014. Cela s'est traduit par une baisse de 1,6% de l'indice global du chiffre d'affaires. Cependant, par rapport au mois de mai 2015, l'indice global du chiffre d'affaires a connu un accroissement de 1,1%, tiré notamment par les branches d'activité, "Elevage", "Commerce", "Transport et Télécoms", "BTP" et "Industries manufacturières".

Au niveau des prix, le taux d'inflation (en glissement annuel) s'est établi à 1,3% en juin 2015.

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), au mois de juin 2015, s'est établi à 115,0 contre 115,2 le mois précédent, soit une baisse de 0,2%. Cette diminution est notamment liée au recul des prix des Transports (-11,4%) et des services de restauration et hôtels (-0,1%). En glissement annuel, le niveau général des prix a enregistré une hausse de 1,3%. S'agissant de l'inflation sous jacente (hors énergie et produits frais), elle s'est inscrite en hausse de 0,1% en glissement annuel.

Le taux d'inflation, mesuré par l'indicateur de convergence de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), situe l'évolution des prix à (-0,9%), l'inscrivant au-dessous du plafond de 3,0% prévu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des Etats membres.

II- SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 30 JUIN 2015

A- Recettes budgétaires

La réalisation des recettes budgétaires à fin juin 2015 est globalement ressortie à 453 747,7 millions de FCFA sur 1 033 043 millions de FCFA prévus au titre de la gestion 2015. A la même date en 2014, elles se sont établies à 396 680,7 millions de FCFA sur 970 995 millions de FCFA prévus. Le rapprochement des deux (2) gestions présente un écart positif de 57 067,0 millions de FCFA correspondant à un taux d'augmentation de 14,4%. Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation est de 43,9% en 2015 contre de 40,9% en 2014.

Les recettes budgétaires comprennent :

- les recettes des administrations financières,
- les recettes du FNRB et des autres budgets,
- les ressources des comptes d'affectations spéciales,
- les dons budgétaires,
- les allègements de la dette publique,
- les fonds de concours et des recettes assimilées.

A-1 Recettes des administrations financières

Au 30 juin 2015, les recettes brutes enregistrées par les administrations financières s'établissent à 413 327,2 millions de FCFA contre 369 721,1 millions de FCFA en 2014 dégageant un écart positif de 43 606,1 millions de FCFA. Il en ressort respectivement des taux de réalisation de 48,1% en 2015 contre 45,6% en 2014. La synthèse des réalisations par régie financière est représentée par la figure n° 1 ci-après:

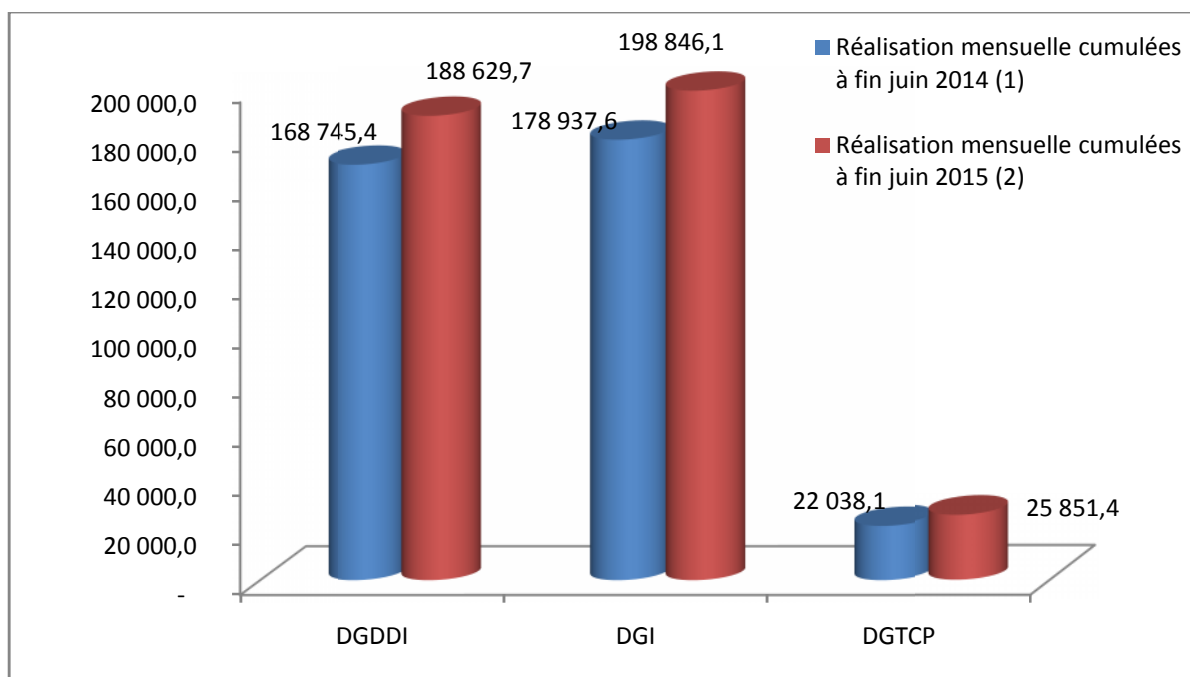


Figure 1 : Evolution des réalisations des recettes des administrations financières au 30 juin 2014 et 2015

L'analyse de la figure n° 1 révèle que toutes les régies financières sont plus performantes à fin juin 2015 qu'il y a un an.

La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) a réalisé un taux de recouvrement de 44,9% contre 41,4% en 2014 alors que la Direction Générale des Impôts (DGI), la plus performante à fin juin 2015, a atteint un taux de recouvrement de 52,4% contre 51,7% à fin juin 2014. 43,2% et 38,9% correspondent aux taux de recouvrement atteints par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) respectivement au 30 juin 2015 et 2014.

Il est à noter que les ressources des administrations financières sont les ressources brutes intégrant les recettes affectées. En effet, les recettes de la DGDDI intègrent les recettes affectées au compte

SYDONIA et à celui des opérations d'escortes douanières. Les comptes RAMU et études de faisabilités sont alimentés par la DGI et la DGTCP.

A-2 Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres budgets

Les recettes collectées à fin juin 2015 par la DGTCP au profit du **Fonds National des Retraites du Bénin** (FNRB) s'établissent à 10 600,4 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 23 435 millions de FCFA correspondant à un taux de réalisation de 45,2% contre 48,3% à la même date en 2014 par rapport à 22 721 millions de FCFA. Cette contre-performance est essentiellement due au retard observé dans la transmission et la prise en charge des ordres de recettes émis dans le cadre du prélèvement des cotisations sur salaire d'une part et au faible montant que représente la quotité cessible (1/5 pour les pensionnés et 1/3 pour les salariés) d'autre part.

Pour ce qui concerne le **Fonds Routier** (FR), les recettes recouvrées à fin juin ressortent à 1 314,7 millions de FCFA correspondant à un taux de recouvrement de 35,7% contre 37,3% en 2014. Les ressources propres recouvrées par le FR au premier semestre 2015 sont en baisse de 58,3 millions de FCFA par rapport à la même période en 2014.

La **Caisse Autonome d'Amortissement** (CAA) a pu mobiliser ses ressources propres à hauteur de 1 573,3 millions de FCFA à fin juin 2015 contre 1 116,5 millions de FCFA à la même période en 2014 réalisant ainsi une performance correspondant à 456,8 millions de FCFA par rapport à 2014.

Les réalisations au 30 juin 2014 et 2015 de ces trois (3) budgets sont récapitulées dans le tableau n° 1 ci-dessous :

Tableau 1 : Evolution des réalisations des recettes du FNRB et des autres budgets au 30 juin 2014 et 2015

En millions de FCFA

	2014			2015			ECARTS DE REALISATION	
	PREV. Annuelles	REAL. AU 30 JUIN	TAUX (%)	PREV. Annuelles	REAL. AU 30 JUIN	TAUX (%)	ECARTS	TAUX d'accrois
F N R B	22 721	10 978,1	48,3	23 435	10 600,4	45,2	-377,7	-3,4
FONDS ROUTIER (Ressources propres)	3 679	1 373,0	37,3	3 679	1 314,7	35,7	-58,3	-4,2
C A A	4 000	1 116,5	27,9	4 000	1 573,3	39,3	456,8	40,9
TOTAL	30 400	13 467,6	44,3	31 114	13 488,4	43,4	20,8	0,2

Source: MEFPD/DGB, juillet 2015

A-3 Comptes d'Affectations Spéciales (CAS)

Les ressources prévues pour les CAS au titre de la gestion 2015 se chiffrent globalement à 21 947 millions de FCFA comprenant :

- 16 000 millions de FCFA pour le compte des opérations militaires à l'extérieur dont 5 321 millions de FCFA sont remboursés au 30 juin ;
- 5 947 millions de FCFA pour le compte éducation dont 3 646,8 millions de FCFA ont été encaissés à fin juin 2015.

Le taux global de recouvrement des ressources des comptes d'affectation spéciale s'est établi à 40,9% au 30 juin 2015.

A-4 Autres recettes budgétaires

Les allègements de la dette, les dons budgétaires, les fonds de concours et les recettes assimilées constituent la catégorie des autres recettes budgétaires.

A fin juin 2015, ces recettes ont été mobilisées à un taux de 14,9% pour un montant de 17 964,5 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 120 928 millions de FCFA.

Tableau 2 : Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin mars 2014 et 2015

En millions de FCFA

NATURE DES RESSOURCES	2014			2015			ECARTS DE REALISATION	
	PREV. Annuelles	REAL. au 30 juin	TAUX (%)	PREV. Annuelles	REAL. au 30 juin	TAUX (%)	ECARTS	Taux d'accroissement
Dons budgétaires	9 600	0,0	146,1	9 000	0	0,0	-14 025,5	-100,0
Allègement de la dette (IPPTE)	7 112	13 492	190	7 753	4 511,9	58,2	-8 980	-66,6
Fonds de conc. + rec. assimilées	81 910	0	-	104 175	13 452,6	12,9	13 452,6	-
TOTAL	98 622	13 492	13,7	120 928	17 964,5	14,9	-9 553	

Source: MEFPD/DGB/CAA, juillet 2015

B- Exécution des dépenses budgétaires au 30 juin 2015

Sur une prévision annuelle de 1 213 021 millions de FCFA, les dépenses du budget de l'Etat ont été globalement engagées à hauteur de 619 185,7 millions de FCFA à fin juin 2015 contre 496 367,7 millions de FCFA sur 1 031 838 millions de FCFA prévus en 2014. Les taux d'engagement correspondants sont de 51,0% et de 48,1% respectivement à fin 2015 et 2014. L'exécution des dépenses

budgétaires dégage ainsi 2,9 points de pourcentage par rapport à 2014 pour un écart positif de 122 818,0 millions de FCFA.

Le rapprochement des engagements aux premiers semestres 2015 et 2014 par catégorie de dépenses se présente ainsi qu'il suit :

B-1 Dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires sont composées des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services puis des dépenses de transfert. Elles sont exécutées à un taux de 59,7% à la fin du premier semestre 2015 sur une prévision annuelle de 695 588 millions de FCFA contre 55,3% à la même période en 2014.

B-1-1 Charges financières de la dette publique

Elles sont évaluées à 44 878 millions de FCFA pour l'année 2015. Leur paiement a atteint globalement le taux de 26,6% à fin juin 2015 correspondant à un montant total engagé de 11 920,6 millions de FCFA. En effet, les charges financières de la dette intérieure sont payées à hauteur de 3 326,7 millions de FCFA sur 26 388 millions de FCFA inscrits correspondant à un taux d'exécution de 12,6% contre 46,5% de paiement des charges financières de la dette extérieure pour un montant de 8 593,9 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 18 430 millions de FCFA.

B-1-2 Dépenses de personnel

Sur une prévision annuelle de 326 794 millions de FCFA, 171 908,5 millions de FCFA ont été engagés au cours du premier semestre 2015

correspondant à un taux d'engagement de 52,6%. Il se dégage un écart positif de 952,5 millions de FCFA par rapport à la même période en 2014 où 170 956 millions de FCFA ont été engagés sur 320 895 millions prévus. Cette stabilité relative observée dans l'engagement des dépenses de personnel se justifie par les départs massifs à la retraite à fin juin 2014 d'une part et par les mesures d'encadrement prises par la Direction Générale du Budget concernant le paiement des arriérés salariaux liés aux glissements catégoriels d'autre part. Par ailleurs, il importe de souligner que le taux de 52,6% prend en compte les dépenses de personnel des institutions de l'Etat qui sont engagés à 100%.

Les dépenses de personnel se composent :

- des dépenses de personnel réparties exécutées à 54% correspondant à un montant de 143 215,5 millions de FCFA contre 144 425,1 millions engagés respectivement au 30 juin 2015 et 2014
- des dépenses de personnel non réparties engagées à hauteur de 46,7% à fin juin 2015 contre 46,5% à fin juin 2014. Elles sont essentiellement constituées de dépenses spécifiques et des dépenses communes à plusieurs ministères et Institutions de l'Etat.

B-1-3 Dépenses d'acquisitions de biens et services

Au 30 juin 2015, l'engagement de cette catégorie de dépenses s'établit à 94 203,7 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 120 290 millions de FCFA contre 64 688,1 millions de FCFA sur 112 364 millions de FCFA à la même période en 2014, dégageant ainsi un accroissement de 29 515,6 millions de FCFA. Ces dépenses ont été engagées à un fort taux de 78,3% en 2015 contre 57,6% en 2014

compte tenu de la prise en charge en début de gestion des mandats de 2014 retournés par le Trésor Public sur les crédits courant de 2015.

Les dépenses d'acquisitions de biens et services sont constituées des dépenses d'achats de biens et services et de celles d'acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier.

Les dépenses d'achats de biens et services sont engagées à hauteur de 75 829,5 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 99 665 millions de FCFA correspondant à un taux d'engagement de 76,1% au 30 juin 2015. A la même période en 2014, lesdites dépenses ont été engagées à concurrence de 55 331,5 millions de FCFA sur 93 444 millions de FCFA pour un taux de 59,2%.

Pour ce qui concerne les dépenses d'acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier, un assez important taux d'engagement de 89,1% a été réalisé à fin juin 2015 contre 49,5% d'engagement à fin juin 2014. Les montants engagés se chiffrent respectivement à 18 374,2 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 20 625 millions de FCFA et 9 356,6 millions sur 18 920 millions de FCFA.

B-1-4 Dépenses de transfert

Composées des subventions d'exploitation et des transferts courants, les dépenses de transfert sont globalement engagées à concurrence de 137 345,9 millions de FCFA à la fin du premier semestre 2015 sur une prévision annuelle de 203 626 millions de FCFA contre 107 648,9 millions de FCFA à fin juin 2014 sur 164 342 millions de FCFA prévus au titre de l'année 2014. Les taux d'engagement s'établissent à 67,5% en 2015 et 65,5% en 2014.

74 617,9 millions de FCFA ont été engagés sur 82 831 millions de FCFA prévus au titre des subventions d'exploitation au cours du

premier semestre 2015 dégageant ainsi un taux de consommation de 90,1%. Ce taux était de 72,9% à la même période en 2014 pour 56 914,2 millions de FCFA engagés sur 78 046 millions de FCFA prévus.

Les engagements au titre des autres transferts courants se chiffrent à 62 728 millions de FCFA sur 120 795 millions de FCFA pour un taux d'engagement de 51,9% contre 58,8% réalisé au premier semestre 2014 pour un montant de 50 734,7 millions de FCFA. Les dépenses relatives aux transferts courants comprennent les autres transferts courants engagés à hauteur de 65,6% et des charges exceptionnelles qui n'ont connu que 1,1% de taux d'engagement pour un montant de 292,5 millions de FCFA contre 738,3 millions de FCFA engagés à fin juin 2014.

Le détail des engagements par nature de dépenses figure dans le tableau n° 3 ci-après :

Tableau 3 : Evolution des engagements des dépenses ordinaires au premier semestre 2014 et 2015

En millions de FCFA

Nature des dépenses	2014			2015			ECARTS	
	Prévis°	Engagement	Taux Engag.	Prévisions	Engagement	Taux Engag.	Ecart engagement	Taux de croissance engagement
Charges fin. de la Dette Pub.	23 570	0	0	44 878	11 920,6	26,6	11 920,6	-
Dépenses de Personnel	320 895	170 956,0	53,3	326 794	171 908,5	52,6	952,5	0,6
Dép. d'acquis de biens et services	112 364	64 688,1	57,6	120 290	94 203,7	78,3	29 515,6	45,6
Dépenses de Transferts	164 342	107 648,9	65,5	203 626	137 345,9	67,5	29 697,0	27,6
TOTAL	621 171	343 293	55,3	695 588	415 378,8	59,7	72 085,8	21,0

Source: MEFPD/DGB/SIGFiP, juillet 2015

B-2 Dépenses en capital

Les dépenses en capital prévues pour être exécutées au cours de l'année 2015 se chiffrent à 405 619 millions de FCFA et sont engagées à concurrence de 156 095,9 millions de FCFA à fin juin 2015. Elles ont été engagées à hauteur de 101 612,2 millions de FCFA à la fin du premier semestre 2014 sur une prévision annuelle de 297 800 millions de FCFA dégageant ainsi un écart positif de 54 483,7 millions de FCFA en valeur absolue. Les taux d'engagement au premier semestre 2015 et 2014 sont respectivement 38,5% et 34,1%. De même, le montant admis en paiement à fin juin 2015 est en baisse par rapport à la même période de 2014. Il s'établit respectivement à 44 029,1 millions de FCFA et 51 091,1 millions de FCFA.

Les dépenses en capital regroupent les dépenses en capital financées sur ressources intérieures et celles financées sur ressources extérieures.

Malgré leur faible niveau d'engagement (45,6%) par rapport aux autres catégories de dépenses, les dépenses en capital financées sur ressources intérieures sont les plus exécutées au cours du premier semestre 2015. Elles s'établissent à 78 519 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 172 319 millions de FCFA. Au 30 juin 2014, lesdites dépenses se chiffrent à 81 073 millions de FCFA sur 161 600 millions de FCFA prévus soit 50,2% de taux d'engagement.

Quant aux dépenses en capital financées par les ressources extérieures, elles comprennent les prêts et les dons budgétaires respectivement engagés à hauteur de 49,7% et 12,9% à fin juin 2015. Sur un montant prévisionnel annuel de 129 125 millions de FCFA, 64 124,4 millions de FCFA ont pu être engagés au titre des prêts alors

que les dons n'ont pu être engagés qu'à concurrence de 13 452,6 millions de FCFA sur 104 175 millions de FCFA contre 11 770,5 millions de FCFA engagés à fin juin 2014 sur 81 910 millions de FCFA prévus au titre de l'année.

Les montants admis en paiement au titre des dépenses en capital financées sur ressources intérieures s'établissent à 42 316,7 millions de FCFA contre 43 358,9 millions de FCFA respectivement à fin juin 2015 et 2014.

Le volume des dépenses engagées sur les ressources extérieures en 2015 ont pratiquement quadruplé en comparaison avec 2014.

Les dépenses engagées en 2014 au titre des dons (11 770,5 millions de FCFA) ont été plus élevées que celles engagées au titre des prêts (8 768,8 millions des FCFA) contrairement au phénomène observé en 2015 où ces dépenses ont été respectivement engagées pour 13 452,6 millions de FCFA et 64 124,4 millions de FCFA.

Le niveau d'engagement des dépenses en capital en 2014 et 2015 au titre du premier semestre est retracé dans le tableau ci-après :

Tableau 4 : Evolution des engagements des dépenses en capital au premier semestre 2014 et 2015

En millions de FCFA

Financement des dépenses	2014			2015			ECARTS	
	Prévis°	Engag.	Taux Engag .	Prévis°	Engag.	Taux Engag .	Ecarts engagement	Taux de croissance engagement
Ressources Intérieures	161 600	81 073	50,2	172 319	78 518,9	45,6	- 2 554	- 3,2
Ressources Extérieures	136 200	20 539,3	15,1	233 300	77 577,0	33,3	57 037,7	277,7
*Prêts	54 290	8 768,8	16,2	129 125	64 124,4	49,7	55 355,6	631,3
*Dons	81 910	11 770,5	14,4	104 175	13 452,6	12,9	1 682,1	14,3
TOTAL	297 800	101 612	34,1	405 619	156 095,9	38,5	54 483,7	53,6

B-3 Les dépenses du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB)

La prévision annuelle des dépenses du FNRB est de 52 200 millions de FCFA au titre de 2015. Au 30 juin, ces dépenses sont engagées à hauteur de 31 373,7 millions de FCFA correspondant à un taux de 60,1% contre 57,5% réalisé à la même période en 2014 pour un montant engagé de 27 979,6 millions de FCFA au premier semestre 2014 sur 48 700 millions de FCFA prévus.

B-4 Les dépenses des autres budgets

Les dépenses des autres budgets sont composées des dépenses de fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et des dépenses du Fonds Routier (FR).

B-4-1 Les dépenses de fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)

Les prévisions annuelles des dépenses de fonctionnement de la CAA se chiffrent à 2 200 millions de FCFA en 2015 et 2 100 millions de FCFA au titre de 2014. L'exécution au 30 juin desdites dépenses affiche 781 millions de FCFA correspondant à 35,5% et 883,1 millions de FCFA pour 42,1% respectivement en 2015 et 2014. Elle présente ainsi un écart négatif de 102,1 millions de FCFA en valeur absolue traduisant un taux de régression de 11,6% par rapport à 2014.

B-4-2 Les dépenses du Fonds Routier (FR)

Le Fonds Routier a exécuté ses dépenses budgétaires à hauteur de 5 210,7 millions de FCFA (base engagement) sur une prévision annuelle de 9 000 millions de FCFA en 2015. Par conséquent, le

premier semestre 2015 affiche pour le FR un taux d'engagement de 57,9% contre 67,4% enregistré à fin juin 2014 pour un montant total engagé de 6 064,4 millions de FCFA sur une prévision annuelle qui n'a pas variée. L'exécution des dépenses présente, à fin juin 2015, un écart négatif de 853,7 millions de FCFA correspondant à un taux de régression de 14,1% en comparaison avec la gestion 2014.

B-5 Les Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

Au titre des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) les prévisions annuelles de dépenses sont chiffrées à 48 414 millions de FCFA pour l'année 2015 et 53 067 millions de FCFA en 2014. A fin juin 2015, les dépenses exécutées sur les CAS sont chiffrées à 10 345,6 millions de FCFA correspondant à un taux d'engagement de 21,4% contre 31,2% engagé à fin au titre du premier semestre 2014 pour un montant de 16 535,4 millions de FCFA. Ceci laisse apparaître en 2015, une hausse de 448,7 millions de FCFA en termes de volume de dépenses engagées pour la même période correspondant à un taux de progression de 10,2%. L'exécution des dépenses des CAS au titre du premier semestre 2015 comparée à celle de la même période de 2014 présente un important écart négatif de 6 189,8 millions de FCFA en valeur absolue, caractéristique d'une contre-performance de l'administration gestionnaire des CAS. Il ressort de cette analyse, un taux de régression de 37,4%.

Les dépenses engagées au titre du premier semestre 2015 se décomposent comme suit :

Tableau 5 : Exécution des dépenses des comptes d'affectations spéciales au premier semestre 2015

En millions de FCFA

Compte	Prévision annuelle	Montant engagé
Opérations militaires à l'extérieur.....	16 000	1 453
Programme SYDONIA.....	2 567,4	1 123
Education	5 947	2 099
Opérations d'Escortes Douanières... ..	15 000	5 671
Opérations du RAMU.....	5 700	-
Etudes de faisabilités	3 200	-
Total	48 414	10 346

Source: MEFPD/DGB/DGTCP, juillet 2015

C- Solde budgétaire au 30 juin 2015

Au 30 juin 2015, l'exécution du budget de l'Etat (base engagement) présente les principaux soldes budgétaires consignés dans le tableau n° 6 ci-après :

Tableau 6 : Présentation des soldes budgétaires à fin juin 2015

En millions de FCFA

Type de Budget	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Général	453 747,7	619 185,7	-165 438,0
FNRB	10 600,4	31 373,7	-20 773,3
CAA	1 573,3	780,9	792,3
FR	1 314,7	5 210,7	-3 896,0
CAS	8 967,7	10 345,6	-1 377,9

Source : MEFPD/DGB, juillet 2015

L'analyse des soldes présentés par le tableau 5 ci-dessus montre que l'exécution des différents types de budget constituant le budget de

l'Etat dégage un déficit à la fin du mois de juin 2015 hormis la CAA qui présente un solde positif de 792,3 millions de FCFA. L'exécution du budget général, du budget du FNRB, du budget de FR et des CAS présente respectivement un solde déficitaire de montant 165 438 millions de FCFA, 20 773,3 millions de FCFA, 3 896 millions de FCFA et 1 377,9 millions de FCFA en valeur absolue. Ces différents soldes sont représentés par la figure n° 2 suivante :

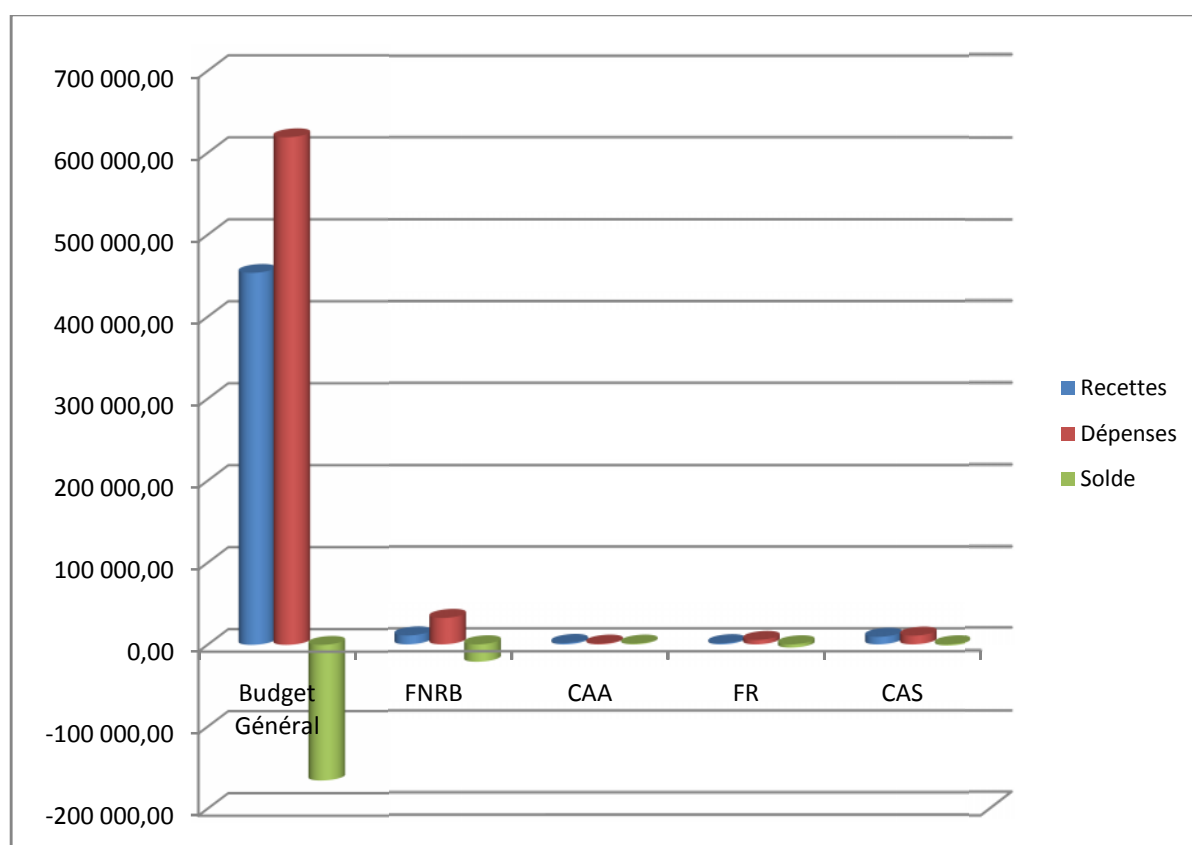


Figure 2 : Représentation des différents soldes budgétaires à fin juin 2015

III- SITUATION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2015

A- La mobilisation des ressources

Les ressources de trésorerie ont connu un faible niveau de mobilisation au cours du premier semestre 2015. Elles ont été mobilisées à hauteur de 29,1% pour un montant de 137 712,7 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 473 595 millions de FCFA.

De façon significative, les dépôts des correspondants du trésor ont atteint un montant de 15 632,4 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 30 000 millions de FCFA soit un taux de mobilisation de 52,1% à fin juin 2015. Les autres ressources de trésorerie ont atteint un taux de mobilisation de 65,1% pour un montant de 121 000 millions de FCFA sur 185 890 millions de FCFA prévus pour 2015.

B- Les charges de Trésorerie

Les charges de trésorerie sont ressorties à 163 045 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 293 617 millions de FCFA correspondant à un taux d'exécution de 55,5%. Les charges exécutées sont constituées de l'amortissement des bons du trésor assuré à près de 85% et de l'amortissement des tirages sur FMI exécuté à 24,1%.

Ainsi, la gestion de la trésorerie fait ressortir à fin juin 2015, un solde de financement déficitaire d'un montant de 25 332,3 millions de FCFA.

CONCLUSION

Globalement, au cours du premier semestre 2015, les ressources budgétaires mobilisées sont établies à 453 747,7 millions de FCFA laissant apparaître une performance de 10,5 points en rapport avec les réalisations à la même période en 2014.

En dehors de la Direction Générale des Impôts (DGI) qui a dépassé le taux de mobilisation de 50%, aucune autre régie financière n'a pu atteindre 45% de taux de réalisation des recettes budgétaires. Cependant, il est observé une performance au niveau de chacune des régies comparativement aux montants mobilisés au cours du premier semestre 2014.

L'exécution des dépenses au 30 juin 2015 a été encadrée par la mise en œuvre de la réforme First In, First Out (FIFO) et la prise en charge des mandats de 2014 retournés par le Trésor Public sur les crédits courants de 2015. Elle a atteint un taux d'engagement global de 51% pour 619 185,7 millions de FCFA de dépenses engagées contre 48,1% à fin juin 2014.

Les dépenses d'acquisition de biens et services ont été engagées largement au-delà de la moyenne et ont atteint 78,3% contre 67,5% pour les dépenses de transfert engagées traduisant ainsi la conséquence de la prise en charge des mandats de 2014.

Le solde de l'exécution du budget de l'Etat au 30 juin 2015 présente un solde déficitaire de 165 438,0 millions de FCFA en valeur absolue. Le seul solde excédentaire est présenté par l'exécution du budget de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) pour un montant de 792,3 millions de FCFA.

A la fin du premier semestre 2015, le budget de l'Etat dégage, un solde global de financement déficitaire de montant de 190 770,7 millions de FCFA en valeur absolue.

Cotonou, le

**LE DIRECTEUR GENERAL
DU BUDGET**

Célestin S. HOSSOU

Sommaire

INTRODUCTION

I-	SITUATION ECONOMIQUE A FIN JUIN 2015.....	5
A-	Environnements économiques international et régional.....	5
B-	Environnement économique national.....	6
II-	SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 30 JUIN 2015.....	7
A-	Recettes budgétaires.....	7
A-1	Recettes des administrations financières.....	7
A-2	Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres budgets.....	9
A-3	Comptes d'Affectations Spéciales (CAS).....	10
A-4	Autres recettes budgétaires.....	11
B-	Exécution des dépenses budgétaires au 30 juin 2015.....	11
B-1	Dépenses ordinaires.....	12
B-2	Dépenses en capital.....	16
B-3	Les dépenses du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB).....	18
B-4	Les dépenses des autres budgets.....	18
B-5	Les Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	19
C-	Solde budgétaire au 30 juin 2015.....	20
	Au 30 juin 2015, l'exécution du budget de l'Etat (base engagement) présente les principaux soldes budgétaires consignés dans le tableau n° 6 ci-après :.....	20
III-	SITUATION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2015.....	22
A-	La mobilisation des ressources	22
B-	Les charges de Trésorerie	22

CONCLUSION